

KEVIN RUDD

Président de l'Asia Society Policy Institute, ancien Premier ministre d'Australie

Ali Aslan, présentateur TV et journaliste international

Mesdames et Messieurs, merci pour votre attention qui a été intensément sollicitée tout au long de cette journée. Cette dernière session de notre première journée de la World Policy Conference mérite vraiment votre présence pendant encore quelque 30 minutes. Nous allons poursuivre l'échange entamé lors de la précédente session à propos de la Chine, avec un débat intitulé « La Chine après le 20ème Congrès du Parti communiste chinois ». Pour ceux qui ne me connaissent pas, je m'appelle Ali Aslan. Je suis présentateur TV à l'international, ainsi que journaliste, basé à Berlin, en Allemagne. J'ai le grand plaisir d'être rejoint en direct par M. Kevin Rudd, ancien Premier ministre de l'Australie et président de l'Asia Society. Mesdames et Messieurs, merci de l'accueillir. M. Rudd, merci d'être avec nous aujourd'hui, même si c'est de manière virtuelle, car le thème de la Chine est tout à fait d'actualité. Le temps nous étant compté, j'entrerai directement dans le vif du sujet. En bon journaliste, je commencerai par le sujet le plus brûlant : des protestations s'élèvent en Chine contre la politique zéro-Covid prônée par le gouvernement chinois. De nombreux médias occidentaux les qualifient d'émeutes, mais s'agit-il vraiment de cela ?

Kevin Rudd

Merci Ali de me donner cette opportunité de dialoguer avec tous nos amis réunis à Abou Dabi. Je salue Thierry de Montbrial et tous les participants de la World Policy Conference. Je regrette sincèrement de ne pouvoir être avec vous sur place, car c'est l'heure du petit-déjeuner ici à New York et j'aperçois de votre côté d'excellentes bouteilles de vin.

Vous avez raison : il est exagéré de qualifier d'émeutes ces mouvements de protestation. Certains protestants réclament en effet la démission de Xi Jinping et la chute du Parti communiste. Cependant, la contestation vise avant tout la politique du zéro-Covid. Ce qui est remarquable, dans le contexte d'un système autoritaire comme la Chine, c'est que les protestants ont eu gain de cause. D'après mon analyse, le Parti communiste chinois avait prévu de relâcher progressivement, sur six à sept mois, les restrictions liées à la politique du zéro-Covid, et d'incorporer lentement le modèle de Hong Kong aux pratiques de la Chine continentale d'ici juin de l'année prochaine. Ces protestations semblent donc avoir pris le gouvernement par surprise. L'ampleur et la spontanéité du mouvement dans plusieurs villes chinoises ont obligé le Parti à agir vite, de crainte que la contestation ne s'intensifie. Il faut également tenir compte de l'impact conséquent de cette politique de zéro-Covid sur les

indicateurs économiques, la confiance des consommateurs, ainsi que sur les chaînes d'approvisionnement domestiques et internationales.

C'est sans doute la raison pour laquelle le régime chinois a annoncé, ces deux derniers jours, sa décision formelle de changer de politique. Néanmoins, précisons que le système public de santé chinois n'est pas préparé à affronter le contrecoup de cette décision. Il aurait peut-être été prêt dans environ six mois. Les taux de vaccination des personnes âgées sont extrêmement bas. Le système de santé public, notamment en raison de son nombre limité de lits disponibles dans les services de soins critiques, n'est pas adapté à cette situation. Il me semble donc que la Chine s'apprête à vivre ces six prochains mois la situation que nous avons connue il y a déjà quelques temps. À la différence que nos taux de vaccination étaient bien plus élevés. En Chine, très peu de personnes âgées sont vaccinées et ce retard est très difficile à rattraper.

Ali Aslan

Merci d'avoir remis ces mouvements de protestation dans leur contexte. Pour conclure sur le sujet, quelle sera selon vous la portée de ces troubles ? Le cas échéant, quels en seraient les effets à long terme ? Car il est indéniable qu'ils envoient un certain type de signal au régime chinois, désormais à la recherche, semble-t-il, d'un moyen de sauver la face ?

Kevin Rudd

La Chine n'est pas étrangère aux mouvements de contestation, qui se produisent régulièrement dans tout le pays à propos de toute sorte de sujets, lors de controverses sur les politiques locales relatives à l'utilisation des terres, à la rémunération du travail ou aux conditions de travail dans les usines, etc. La contestation en cours est évidemment plus ample, car elle affecte l'ensemble de la population chinoise. En ce qui concerne de potentielles implications à long terme, je pense que, sur ce sujet extrêmement sensible de la santé publique et du traitement des personnes âgées, Xi Jinping et l'appareil politique chinois surveilleront attentivement la mise en œuvre de cette nouvelle politique de vie avec le Covid. Comme je l'ai dit, ils seront politiquement très réactifs si émergent des données négatives en matière d'économie ou de santé publique, par exemple dans le cas de décès en masse de personnes âgées. Bien sûr, le régime ne s'est jamais privé de faire disparaître des données critiques dans ce domaine. Néanmoins, si les décès étaient trop massifs parmi la population âgée, les réseaux sociaux s'en feraient l'écho, comme ce fut le cas pour les mouvements de protestation actuels. Les prochains six mois risquent donc d'être difficiles.

Ali Aslan

C'est toujours une chance de pouvoir échanger avec l'un des meilleurs experts sur la Chine, surtout aujourd'hui. La World Policy Conference se tient en effet à Abou Dabi, au moment même où Xi Jinping rencontre à Riyad les dirigeants des pays du Golfe. Que pensez-vous de cette évolution très intéressante ? Et que faut-il en attendre ?

Kevin Rudd

Cette visite revêt une signification considérable car, depuis cinq à sept ans, la Chine déploie une diplomatie économique élaborée à l'encontre des pays du Golfe. Il faut toutefois tenir

compte de la relation qu'entretient la Chine de longue date avec l'Iran, qui remonte aux années 1980, lorsque la Chine équipait l'Iran en matériel militaire dans le contexte de la guerre Iran-Iraq. Il s'agit donc de liens anciens, que n'oublie pas les dirigeants du Golfe – l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pour ne citer qu'eux – au moment d'entamer des discussions avec Xi Jinping. Ils auront tous à l'esprit la même interrogation : si les Iraniens venaient un jour à menacer la sécurité nationale des Émirats arabes unis ou de l'Arabie saoudite, comme cela s'est déjà produit par le passé, quelle serait l'attitude de la Chine ?

Le second point à retenir est que les relations entre le Royaume d'Arabie saoudite et les États-Unis se sont considérablement refroidies, pour diverses raisons connues de vos intervenants, et qui sont source de nouvelles frictions avec Washington. Un troisième élément réside dans le fait que les États-Unis se vantent depuis quelques temps d'être autosuffisants en hydrocarbures. C'est leur façon de dire que, grâce à la révolution technologique de la fracturation, ils n'ont plus autant besoin qu'autrefois du pétrole de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et des autres États du Golfe. C'est pourquoi la Chine s'intéresse à ce marché. Comme nous le savons, en géopolitique, les nouvelles relations économiques ne sont jamais vraiment dépourvues de lien avec la réalité géopolitique. Le fait que les États-Unis, un acheteur historiquement majeur du pétrole d'Arabie saoudite et du Golfe, soient désormais remplacés par la Chine témoigne d'une dynamique sous-jacente, corrélée au refroidissement des relations entre les États-Unis et l'Arabie saoudite.

Ali Aslan

Cette visite devrait se conclure par la signature d'un accord de partenariat stratégique entre la Chine et l'Arabie saoudite. Or, elle intervient, comme vous l'avez souligné, au moment où les relations entre l'Arabie saoudite et les États-Unis se refroidissent. Il sera donc intéressant d'observer l'évolution des relations dans cette région qui fait partie traditionnellement de la sphère d'influence de Washington. À ce propos, que pensez-vous de la récente rencontre entre Xi Jinping et Biden lors du sommet du G20 à Bali ? Cette réunion a-t-elle donné des résultats substantiels ?

Kevin Rudd

Je pense qu'il s'agissait d'une réunion importante pour les raisons suivantes : c'est la première fois, depuis l'accession de Joe Biden à la présidence, que ces deux dirigeants s'asseyaient face à face, notamment à cause du Covid-19, mais également pour d'autres raisons. Ce n'est pas un aspect négligeable, même s'ils se connaissent très bien, puisqu'ils ont passé beaucoup de temps ensemble lorsque Joe Biden était vice-président, dans la première décennie de ce siècle, et que Xi Jinping était vice-président de son propre pays. Ils se connaissent donc très bien, mais c'était leur première rencontre en face à face depuis que Xi Jinping est devenu président.

Il me semble que cette réunion a permis, de façon notable, aux deux dirigeants américain et chinois, d'apaiser quelque peu les tensions à l'œuvre dans leur relation : les deux parties me semblent s'être inquiétées du fait que la relation était en train de s'effondrer. Donc, j'observe, dans le langage et les lectures respectives, tant du côté de Washington que de Pékin, une volonté de fonder cette relation sur un nouveau socle. Les Américains s'expriment désormais en termes de concurrence gérée, de garde-fous stratégiques et de respect de certaines lignes

rouges stratégiques. Les Chinois, quant à eux, soulignent la nécessité d'encadrer cette relation de nouvelles protections et d'un nouveau filet de sécurité.

Que faut-il en conclure ? Des problèmes subsistent. Cependant, nous pouvons retenir qu'il existe une volonté de maintenir les relations, pour la bonne raison qu'en l'état actuel des choses, aucune des deux parties ne peut se permettre de laisser survenir par accident une crise, un conflit ou une guerre à Taïwan. En effet, aucune ne serait certaine de l'emporter, et aucune d'elles ne veut de cela en ce moment.

Ali Aslan

En effet, la relation Chine-États-Unis en ressort quelque peu apaisée. Tel est d'ailleurs le propos de votre ouvrage, intitulé *The Avoidable War : The Dangers of a Catastrophic Conflict Between the US and Xi Jinping's China* [Une Guerre évitable : Les Dangers d'un conflit catastrophique entre les États-Unis et la Chine de Xi Jinping], dans lequel vous affirmez que les cinq prochaines années seront critiques : c'est dans cette période que pourraient se mettre en place des facteurs déterminants pour l'éclosion d'un conflit armé entre les États-Unis et la Chine. Or, un tel conflit entraînerait inévitablement le monde entier dans sa chute. Pourquoi ces cinq prochaines années sont-elles si décisives ? Pouvez-vous préciser votre analyse à ce sujet ?

Kevin Rudd

Tout d'abord, comme chacun sait, le 20ème congrès du parti qui s'achève, a reconduit Xi Jinping pour la première fois au poste de secrétaire général du parti pour cinq autres années. Or, Xi Jinping veut s'assurer du retour de Taïwan dans le giron chinois pendant qu'il occupe le poste politique suprême. Cela ne se produira pas nécessairement pendant les cinq prochaines années, puisque Xi Jinping ambitionne sans doute de rester président jusque dans les années 2030. Les cinq années à venir me semblent cependant décisives pour deux raisons. La première est de savoir si les deux parties peuvent s'accorder sur un ensemble de principes, de protocoles et de mécanismes de gestion permettant de prévenir les crises, les conflits et les guerres pouvant survenir par accident au cours des cinq prochaines années. C'est ce dont il a été question lors du sommet Biden/Xi à Bali. La deuxième raison a trait aux moyen et long termes. En d'autres mots, les Américains sauront-ils, avec leurs alliés d'Asie et d'Europe, et les Taïwanais eux-mêmes, saisir l'opportunité qu'offre l'expérience ukrainienne, de concevoir une dissuasion capable de faire renoncer la Chine, à la fin des années 2020 et au début des années 2030, à provoquer délibérément une guerre – par opposition à une guerre par accident – afin de sécuriser ses objectifs politiques à Taïwan ? C'est pourquoi les cinq années qui viennent me paraissent critiques, et la décennie à venir sera selon moi « la décennie de tous les dangers ».

Ali Aslan

Taïwan représente donc une région à surveiller, menacée d'une guerre que le monde entier souhaite éviter. Et ce d'autant plus dans le contexte de la guerre en Ukraine, qui a éclaté en février 2022. Le régime chinois a ainsi fait savoir dès le début du conflit qu'il soutiendrait Vladimir Poutine. Alors que ce conflit dure depuis maintenant un an, observez-vous des

signes d'essoufflement ? La rencontre entre Joe Biden et Xi Jinping a-t-elle permis des avancées à cet égard ?

Kevin Rudd

Pas spécialement, mais pour répondre au premier volet de votre question, il me semble que le soutien des Chinois aux Russes s'est quelque peu atténué par rapport à la formulation catégorique de leur accord du 4 février 2022, deux semaines avant l'invasion russe. Ledit accord consistait en une nouvelle alliance stratégique « illimitée », par laquelle Xi Jinping – à tout le moins Vladimir Poutine l'avait-il interprété ainsi – lui donnait carte blanche. Je pense que les Chinois ont ensuite analysé les actions des Russes en Ukraine pour en conclure que les Russes n'étaient préparés ni militairement, ni financièrement, ni économiquement à cette invasion du 24 février. Le reste, comme on dit, appartient à l'histoire.

Depuis, nous avons vu les Chinois se distancier publiquement à deux reprises de Vladimir Poutine. La première fois, ce fut lors d'une réunion en Asie centrale, lors de laquelle Xi Jinping exigea des Russes qu'ils se disent « impatients d'entendre les questions et préoccupations de la Chine concernant l'Ukraine ». Or, Vladimir Poutine, tel que nous le connaissons, ne se réjouit jamais d'entendre les questions ou préoccupations de quiconque sur l'Ukraine. Les Chinois lui ont donc bien forcé la main. La seconde fois, plus significative, s'est produite lors de la récente visite d'Olaf Scholz à Pékin : à cette occasion, Xi Jinping a en effet affirmé sans ambages qu'il n'existait aucun risque de guerre nucléaire ou d'utilisation d'armes nucléaires sur le continent eurasiatique. L'Ukraine faisant partie de l'Eurasie, il s'agissait bien là d'un camouflet envers le bluff de Vladimir Poutine au sujet des armes nucléaires lors des mois précédents.

Les Chinois savent très bien que leur position sur le conflit ukrainien a largement nui à leur réputation sur la scène mondiale, notamment en Europe. Si vous êtes Européen, préparez-vous à la plus grande offensive de charme chinoise que vous ayez vue depuis des décennies. Elle est imminente, car sur la question ukrainienne, la Chine est soucieuse de rectifier le tir auprès des capitales européennes. Quant à savoir si elle y parviendra, c'est une autre question.

Ali Aslan

Ce sera en effet passionnant à observer. M. Rudd, cette conversation s'intitule « La Chine après le 20ème congrès du Parti communiste chinois ». Vous parlez couramment le mandarin et vous avez probablement lu l'intégralité du document qui a conduit au troisième mandat, fait sans précédent, de Xi Jinping, consolidant son pouvoir et sa mainmise sur la Chine. Devons-nous renoncer momentanément à la notion selon laquelle les réformes chinoises peuvent s'accompagner d'une certaine ouverture ?

Kevin Rudd

J'ai en effet lu l'ensemble du document, hélas pour moi, en chinois. Je dis volontiers en plaisantant que c'est le genre d'exercice qui requiert l'ingestion d'une bouteille et demie de Johnnie Walker sur quelques jours. Je ne le recommande à vos intervenants que s'ils ont une bouteille de single malt à portée de la main. Plus sérieusement, il est très intéressant de parcourir ce texte de nature hautement idéologique. Il ne s'agit pas d'une fascination de ma



part. C'est simplement que, dans un système marxiste-léniniste, les propos exprimés par le Secrétaire général du Parti dans ce rapport de travail formel, à l'occasion du Congrès du Parti, qui se tient une fois tous les cinq ans, revêtent une véritable importance : ils définissent les paramètres idéologiques qui régiront l'avenir, en matière de politique intérieure, d'économie et de politique de sécurité extérieure. C'est donc un document que nous prenons très au sérieux.

Trois points principaux ressortent de ce rapport du Congrès du Parti. Premièrement, il remet en avant la centralité de l'idéologie marxiste-léniniste. Ce principe est bien plus présent dans la vision du monde de Xi Jinping que dans celle de ses trois prédécesseurs, dont Jiang Zemin qui vient de décéder. Deuxièmement, ce rapport réaffirme la centralité politique absolue de Xi Jinping en tant que leader suprême de la Chine, par opposition aux principes de leadership collectif que défendit Deng Xiaoping pendant des décennies à l'issue de la Révolution culturelle. Troisièmement, sur le plan économique, ce rapport renforce le rôle du parti et de l'État dans l'économie au détriment du marché et des entreprises d'État au détriment du secteur privé. Il privilégie de nouvelles doctrines de prospérité commune et s'oppose à l'accumulation de richesses individuelles sans conditions. Cela montre donc que Xi Jinping s'efforce de faire évoluer la politique économique vers la gauche marxiste.

Enfin, en ce qui concerne la politique chinoise de sécurité étrangère, le parti dispose de nouvelles directives selon lesquelles la Chine ne considère plus son environnement stratégique international comme fondamentalement bienveillant, mais comme la source de nombreux nouveaux risques. L'APL doit donc se préparer à la guerre à moyen et long terme. Il s'agit donc d'un rapport aux tonalités relativement graves en ce qui concerne la politique de sécurité étrangère.

Ali Aslan

Nous assistons donc à un tournant décisif de l'histoire de la Chine, avec une issue quelque peu incertaine pour le moment. Je sais, M. Rudd, que vous devez nous quitter dans très peu de temps. Aussi prendrons-nous une ou deux questions dans la salle, à condition qu'elles soient brèves. Veuillez-vous présenter.